

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Mobilität der Studierenden
Akteure	Mörgeli, Christoph (svp/udc, ZH) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Pasquier, Emilia
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Pasquier, Emilia; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Mobilität der Studierenden, 2013*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Bildung, Kultur und Medien	1
Bildung und Forschung	1

Abkürzungsverzeichnis

FK-NR	Finanzkommission des Nationalrats
WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
APK-NR	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
FK-SR	Finanzkommission des Ständerates
EU	Europäische Union
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats

CdF-CN	Commission des finances du Conseil national
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats
CPE-CN	Commission de politique extérieure du Conseil national
CdF-CE	Commission des finances du Conseil des Etats
UE	Union européenne
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 25.09.2013
EMILIA PASQUIER

La Suisse a renouvelé sa participation aux programmes de l'UE en matière d'éducation, de formation et de jeunesse, plus particulièrement le programme « **Erasmus pour tous** » visant à intensifier la mobilité des étudiants, des apprentis ou des jeunes en général. Pour la période 2014-2020, le gouvernement a demandé au parlement un crédit de 305,5 millions de francs. Alors que le crédit a été accepté à l'unanimité moins deux abstentions à la chambre haute, la chambre basse a été le théâtre d'après discussions. Une première minorité Mörgeli (udc, ZH) a proposé de ne pas entrer en matière. Puis, deux autres minorités ont cherché à réduire la somme allouée: 265,5 millions pour la minorité Grin (udc, VD) et 244,5 millions pour la minorité Mörgeli (udc, ZH). Ces minorités, qui ont pour la plupart reçu le soutien unique de leur propre groupe, ont toutes été défaites. Au vote sur l'ensemble, le Conseil national a suivi son homologue par 146 voix contre 40 et 2 abstentions.¹

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Bildung und Forschung

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 24.09.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Depuis 2011, la Suisse participe au programme de l'Union Européenne (UE) dans les domaines de la formation, la jeunesse et l'éducation. Le message du Conseil fédéral du 27 février 2013 a posé la question du nouveau programme « Erasmus pour tous » pour la période 2014 à 2020. Dans son ensemble, le message demande un crédit de 305,5 millions de francs pour financer la **participation de la Suisse au programme d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport de l'UE (2014-2020)**. Il entend faciliter la transition vers le nouveau programme « Erasmus pour tous », afin qu'aucune interruption n'ait lieu. De son côté, le Conseil fédéral a avancé plusieurs arguments. Tout d'abord, le gouvernement a fait valoir que l'expérience a montré que les échanges entre enseignants, étudiants, organisations de jeunesse et autres améliorent la qualité du système de formation suisse. Le Conseil fédéral a donc estimé que la participation de la Suisse au programme européen constituait une plus-value. Dans le détail, le financement de 305,5 millions de francs est composé de plusieurs parties distinctes. En premier lieu, une participation obligatoire de 185,2 millions constitue la base de l'édifice. Ensuite, 35,7 millions assurent le bon fonctionnement de l'agence nationale et 44,6 millions garantissent les mesures d'accompagnements nationales. Finalement, on trouve 40 millions de réserve. Globalement, cela nous donne une hausse des charges annuelles de 2 millions de francs par rapport à la participation 2011-2013. De leur côté, les différentes commissions qui se sont penchées sur la question ont été favorables au message du Conseil fédéral. Pour ce qui est du Conseil des Etats, la Commission des finances (CdF-CE) s'est montrée favorable à un tel projet et a transmis le message à la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-CE), compétente en la matière. La CSEC-CE a proposé à son conseil d'approuver le crédit d'ensemble. En effet, pour elle, les compétences linguistiques, interculturelles et sociales acquises à l'étranger sont bénéfiques, autant pour les ressortissants suisses qui y participent que pour le marché du travail suisse dans son ensemble. Néanmoins, la CSEC-CE a remis en question les 35,7 millions de charges de fonctionnement de l'agence nationale. Du côté du Conseil national, la Commission des finances (CdF-CN) a, elle aussi, été favorable au message. Néanmoins, si elle l'a transmis à la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N), elle lui a proposé de ne pas approuver la réserve de 40 millions de francs. En effet, la commission a considéré qu'une telle réserve était un encouragement à la dépense. La CSEC-CN a suivi par 18 voix contre 5 les positions prises par les autres commissions. Elle a donc proposé à son conseil d'accepter ce message. Le débat a été nourri à propos des 40 millions de francs de réserve, mais finalement aucune proposition de modification n'a été faite. Finalement, la Commission de politique extérieure (CPE-CN) a recommandé par 16 voix contre 3 et 1 abstention de poursuivre les programmes avec l'UE. Le dernier mot est donc revenu aux deux chambres. Le Conseil des Etats a en premier validé le message sans véritablement en débattre. Pour le Conseil national, le débat fut largement plus animé. En effet, l'UDC a fait feu de tout bois contre ce message. Mörgeli (udc, ZH) a parlé d'instrument

politique pour favoriser l'intégration européenne, sous-entendant que l'UE, en proie à des difficultés financières, serait bien contente que la Suisse mette la main à la poche. Derder (plr, VD) a répliqué en rappelant que la matière grise constitue la matière première de la Suisse. Pour lui, sans mobilité, la science helvétique est condamnée au déclin. Cette argumentation a été appuyée par Schneider-Ammann, le ministre de l'économie, de la formation et de la recherche, qui a voulu rappeler que l'emploi dépendait aussi de cette mobilité. Ce sont finalement 146 voix contre 40 qui ont validé le message. L'UDC n'a pas réussi à réduire la facture, mais la chambre n'est pas restée insensible aux coûts élevés. Elle a donc demandé au Conseil fédéral de surveiller dans le détail les coûts, en particulier ceux de l'agence nationale. ²

1) FF, 2013, p. 1837ss., 7049s.; BO CE, 2013, p. 562s.; BO CN, 2013, p. 1625ss.

2) BO CE, 2013, p.562 s.; BO CN, 2013, p.1625 ss.; FF, 2013, p.1759s; FF, 2013, p.1837s.; FF, 2013, p.7049s.